

RASSEMBLEMENT, HIER MATIN, À PAMIER

Ils disent non à l'état d'urgence



Les partisans de la fin de l'état d'urgence se sont rassemblés à Pamiers, hier matin, à l'appel de plusieurs syndicats. Tous ont fait part de leur « malaise » face à cette situation. / Photo DDM, J. M.

Des Ariégeois ont répondu, hier matin, à l'appel de syndicats pour demander la fin de l'état d'urgence.

• page 27

01 081 - 55

place de la République

Des militants ariégeois manifestent pour sortir le pays de l'état d'urgence

Au milieu d'un petit attroupement, un homme, visage dissimulé par un masque semblable au personnage du film « Massacre à la tronçonneuse », tend une matraque. Face à lui, un autre individu, caché sous les traits du héros de « V pour Vendetta », attend de recevoir un coup, les poignets attachés. Sortie de son contexte, la scène pourrait prêter à confusion. Pourtant, rien de bien sérieux dans cette mise en scène réalisée par une poignée de militants, hier matin, place de la République. Cette action symbolique menée en plein marché était organisée dans le cadre d'un appel national à manifester pour « sortir de l'état d'urgence ». Un rassemblement bon enfant où membres de partis politiques de gauche, associations et syndicats se sont réunis pour exprimer leur ras-le-bol sur ce dispositif mis en place depuis deux mois et demi. « Il existe un décalage entre la réponse du gouvernement et la situation sur le terrain, estime Daniel Mémain, de l'Union syndicale So-



Saynète lors du rassemblement appaméen, hier. / DDM, J.M. lidaires. Nous condamnons bien entendu les attentats mais on ne voit aujourd'hui qu'une entrave aux libertés. C'est la raison pour laquelle il faut se mobiliser pour

éviter une prolongation et d'éventuelles mesures d'extension de pouvoir aux préfets et policiers. »

Si une partie des manifestants a joué le jeu, en masquant leur visage, d'autres se sont plutôt employés à tracer ou à simplement observer les saynètes improvisées. À l'instar de Liliane, venue de Lavelanet, partager son inquiétude. « Je comprends le besoin sécuritaire de la population après les événements de 2015. Mais c'est une atteinte à la démocratie. Elle embarrasse même certaines familles qui sont stigmatisées alors qu'elles n'ont rien fait ». Le malaise, voilà un terme qui revient dans la bouche de toutes les personnes présentes. Et Alain, ne s'en cache pas. Devant le faux policier, il insiste sur le sentiment de « trouille » que font passer les politiciens depuis novembre. « Ils nous apportent une réponse martiale avec cet état d'urgence. Il faut se poser les bonnes questions, partir dans une réflexion plus élaborée. Là tout ce qu'on nous propose, c'est la loi du talion. »